

Culture



Noël DYCK, What is the Indian 'Problem': Tutelage and Resistance in Canadian Indian Administration. *Social and Economic Studies* No. 46, Memorial University, St. John's: Newfoundland, Institute of Social and Economic Research, 1991, 208 p.

Marc-Adélarde Tremblay

Volume 13, Number 1, 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1081416ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1081416ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Canadian Anthropology Society / Société Canadienne d'Anthropologie (CASCA), formerly/anciennement Canadian Ethnology Society / Société Canadienne d'Ethnologie

ISSN

0229-009X (print)

2563-710X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Tremblay, M.-A. (1993). Review of [Noël DYCK, What is the Indian 'Problem': Tutelage and Resistance in Canadian Indian Administration. *Social and Economic Studies* No. 46, Memorial University, St. John's: Newfoundland, Institute of Social and Economic Research, 1991, 208 p.] *Culture*, 13(1), 108–112. <https://doi.org/10.7202/1081416ar>

Tous droits réservés © Canadian Anthropology Society / Société Canadienne d'Anthropologie (CASCA), formerly/anciennement Canadian Ethnology Society / Société Canadienne d'Ethnologie, 1993

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

or two and the /Xam of the last century was graphically conveyed to me by a boxful of old photographs taken of /Xam Bushmen . . . They depict Bushmen and women who, but for differences in the style of clothing — Victorian style dresses and suspender-held breeches — could be one and the same. Like the European clothes of contemporary Nharo those of their /Xam antecedents are ragged, and, like the farm Nharo today, the /Xam subjects can be seen standing in front of dilapidated, shrub-enclosed thatch huts with chipped pails, pots and basins hanging from shrub branches" (p.19).

Another useful aspect of Guenther's presentation is the amount of attention given to the circumstances which elicited specific versions of stories. There is much detailing here of cognitive threads that refer not only to the world of the stories but to how daily social life is constructed by Bushmen. This material is extremely valuable, both for anthropologists and for others who would just like to know more about the Bushman people in general. It is the sort of commentary which rarely appears in print because it lies in the realm between scientific and novelistic description. Who was on the outing when a story came up, what was under discussion when it did, what the side comments were, and how the material may have been "edited" by the speaker according to possible interpretations of listener expectation are all items worth notice and careful presentation. Guenther is to be commended for taking the time to do this careful work of description.

Other praiseworthy features of the book include attention to the medley of voices which sometimes characterize a storytelling session: Guenther has been scrupulous in giving us multiple voices chiming in on a single performance whenever possible. One feature which seems not to work so well, though, is the problematic inclusion in the vague "Legend" category of at least one story which other Bushman traditions (such as !Kung) show to be part of a true folktale cycle. This is the story Guenther calls "The Man Who Cut Off his Mother-in-Law's Head." Though the Nharo collection apparently doesn't connect this story with other "hua" or stories of the old times, it is clearly part of the heroine G!Kun//amdima's cycle among the neighboring Ju/'hoansi or !Kung of northern Botswana. Future volumes of texts will make this sort of information more accessible. Taken together, both the similarities and the differences among texts from Bushman peoples living in different times and circumstances may help

both outsiders and Bushman peoples newly literate in their own languages to refashion a fresh image and history from a legacy of cultural oppression. In all, Guenther's anthology provides a most useful resource for new efforts to provide curriculum materials for Bushman students in the Khoisan languages themselves, such as one now shaping up in Namibia which is using Ju/'hoan folklore as the basis for new, post-independence schoolbooks. Volumes like *Bushman Folktales* are valuable contributions to the resurrection of an ancient tradition in a new form, one that is not only informative to interested outsiders but useful to Bushman people themselves as they choose what they wish to keep from the past in a creative approach to the present.

Noël DYCK, *What is the Indian 'Problem': Tutelage and Resistance in Canadian Indian Administration*. Social and Economic Studies No. 46, Memorial University, St. John's: Newfoundland, Institute of Social and Economic Research, 1991, 208p.

Par Marc-Adélar Tremblay

Groupe d'études inuit et circumpolaires Université Laval

Cet ouvrage est construit sur un mode dialectique et cherche à révéler, par une analyse historique—où les événements, les situations et les dynamismes d'évolution font l'objet de minutieuses observations, abondamment documentées—les fondements comme les aboutissants de la politique indienne de l'administration fédérale vis-à-vis les populations amérindiennes comme ceux de la résistance et des autres réactions de ces dernières aux multiples mécanismes de contrôle et aux insidieuses tentatives d'assimilation que cette politique engendre. Il s'agit pour l'auteur, en somme, de documenter la nature et la portée de l'idéologie de tutelle de l'administration centrale sur les communautés amérindiennes ainsi que d'illustrer l'ingéniosité avec laquelle celles-ci affrontent et résistent aux politiques concrètes et aux pratiques administratives qui s'ensuivent pour démontrer que les représentations du "problème indien" des fonctionnaires du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (le MAINC—je me sers de l'acronyme français contemporain pour signifier l'ensemble de ceux et celles qui furent au service de l'État fédéral à différentes

périodes) et du public canadien (en règle générale) *camouflent son contraire*. Cette inversion, comme elle est plus qu'une métaphore, mérite qu'on s'y attarde. Il s'agit d'expliquer sur quoi elle repose, comment elle s'est construite, par quels artifices elle s'exprime et quelles en sont les conséquences réelles et virtuelles afin de mieux comprendre les échecs successifs des interventions gouvernementales, les incessantes frustrations des communautés autochtones par rapport à leurs attentes et aspirations et au malaise profond qui existe aujourd'hui dans les relations entre les immigrants que nous sommes (je l'affirme, même si je fais partie de la neuvième génération inscrite dans la descendance du seigneur Pierre Tremblay de Les Éboulements) et les premiers habitants de ce pays. L'analyse de l'auteur est rigoureuse et convaincante.

Noël Dyck nous fait cheminer à travers neuf chapitres bien équilibrés pour asseoir son argumentation et se demander, dans le dernier, si tous les efforts qui ont été déployés par les Indiens et les non-Indiens depuis un quart de siècle ont permis à ceux-là de se forger un univers existentiel qui soit, non seulement respectueux de leurs droits ancestraux, mais qui leur permette d'atteindre un statut d'égalité et une complète autonomie dans la gérance de leurs propres affaires. La question nous laisse songeur tant les nouveaux enjeux et les débats formels comme informels auxquels ils donnent lieu dans la société canadienne n'autorisent pas, pour le moment en tout cas, de réponse certaine de la part de ceux qui détiennent une expertise particulière. Mais, justement à ce propos, l'auteur prend une position phénoménologique et affirme, sans ambages, que les experts les mieux autorisés et les plus crédibles sur les questions amérindiennes sont les Amérindiens eux-mêmes. C'est étonnant qu'il ait fallu tout ce temps pour s'en rendre compte chez l'élite qui en est consciente et il est encore plus surprenant que celle-ci n'ait pas encore réussi à convaincre ceux qui occupent une fonction décisionnelle. Car, avec l'appui des gouvernements, des leaders d'opinion et du public en général, les Amérindiens, affirme-t-il, sont plus que jamais capables de définir les objectifs à atteindre, les stratégies à implanter, les trajectoires à suivre et les mobilisations internes à susciter.

Maintenant que je n'ai pas su garder le suspense en révélant tout de suite à la manière d'un "teaser" les questionnements comme les affirmations de l'auteur à la fin de son ouvrage, revenons à la case de départ pour construire, sommairement cela va de

soi, le déploiement de l'argumentation. En introduction, l'auteur part d'une prémisse qui est diamétralement opposée aux visions courantes du "problème indien" lesquelles leur attribue l'entière responsabilité de leurs malheurs et de leur malaise par le fait qu'ils n'ont pas su intérioriser les valeurs et les comportements normatifs de la société dominante en vue de leur complète assimilation. Pour Noël Dyck, au contraire, le profond malaise des communautés amérindiennes découle de leur statut inégalitaire vis-à-vis l'ensemble des autres constituantes sociétales et de leur position de complète dépendance vis-à-vis les fonctionnaires du gouvernement fédéral dans leurs rapports aux différentes instances gouvernementales. Aussi, le gouvernement s'estime-t-il justifié de les placer sous tutelle et de les gérer d'une manière autoritaire et bureaucratique avec les résultats contre-productifs que l'on sait. Si, par ailleurs, comme l'auteur ambitionne de le faire, on cherche à comprendre les relations des Amérindiens aux Euro-canadiens, il devient évident qu'en général ces rapports sont la plupart du temps ambigus et entachés par les intérêts économiques de ces derniers—de la traite des fourrures à l'appropriation et à la colonisation de territoires traditionnellement exploités par les autochtones—reproduisant les soi-disant motifs altruistes des développeurs et masquant le mieux possible leurs véritables intérêts. Une troisième intention y est exposée. En dépit des contraintes bureaucratiques éprouvantes imposées aux Indiens au cours de l'histoire, ceux-ci, par des stratégies subtiles, ont su résister aux pressions aliénantes de leurs tuteurs et conserver leur identité culturelle, tant et si bien que les intentions primordiales de ces derniers se sont butées à une fin de non recevoir, dont la vigueur s'est affermie de plus en plus au cours des années. Comment alors ne pas reconnaître aujourd'hui que les dirigeants euro-canadiens ont failli à la tâche et ne pas fonder toute action future sur des prémisses telles que l'égalité, l'autonomie, la confiance, le respect et la dignité pour redresser la situation?

L'auteur limite son propos aux Indiens inscrits, met l'accent sur ceux de l'Ouest canadien et reconnaît que les différents processus et dynamismes apparaissant dans l'analyse de différentes situations sont circonscrits dans le temps et l'espace et qu'ils ne visent pas à documenter d'une manière exhaustive les relations entre les Euro-canadiens et les autochtones de ce pays. Finalement, l'auteur n'a pas de solution-miracle à suggérer, son intention étant plutôt d'illustrer comment le contexte socio-historique

produit des conditions de vie dommageables aux communautés amérindiennes et des situations préjudiciables à l'établissement de relations saines avec les communautés euro-canadiennes avoisinantes. Mais à travers les lignes et à un second niveau de lecture, cette solution que Noël Dyck n'ose pas formuler explicitement repose sur l'autodétermination, c'est-à-dire, une prise en charge par les Amérindiens eux-mêmes de l'entière gérance de leurs propres affaires.

La démarche formelle de l'auteur s'amorce par une anatomie du "problème indien" sous la loupe euro-canadienne—où les communications de masse occupent une place importante de définitiveur de situation—et montre comment les visions et les images qu'elle projette construisent des rapports inégaux et des communications inter-ethniques brouillées entre les Amérindiens et les Euro-canadiens. Le chapitre suivant se penche sur les concepts centraux de l'étude, à savoir la tutelle euro-canadienne et la résistance amérindienne, dans le but d'en identifier les principales dimensions et les divers indicateurs qui, sur le plan opératoire, les reflètent. Cette analyse conceptuelle permet à l'auteur, par la suite, de décrire en détail le processus de colonisation, sous les différents cadres administratifs qui furent le régime français, l'empire britannique et la confédération canadienne. L'eurocanianisation particulièrement, mais aussi à un certain degré la canadianisation des Amérindiens jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, obéissent à une logique assimilatrice, laquelle se fonde et se justifie par une idéologie d'un progrès techniciste et civilisateur sur les plans religieux, économique et social. La disparition du bison et les problèmes de subsistance qui s'ensuivirent—lesquels furent d'ailleurs assez dévastateurs — confirmèrent pour ainsi dire aux Euro-canadiens l'inaptitude des Amérindiens à se prendre en charge eux-mêmes et justifiaient la consolidation des termes mêmes de la tutelle fédérale. On en profite donc pour établir un système d'administration établissant les Indiens sur des réserves agricoles, système qui demeurera en place jusqu'à la fin de la Seconde guerre mondiale. Ce chapitre sur la disparition des bisons est particulièrement intéressant car il met en relief la philosophie gouvernementale en matière de sédentarisation des Amérindiens sur des terres agricoles ainsi que les efforts entrepris par les chefs et les Indiens eux-mêmes pour réaliser une agriculture de subsistance en dépit de ressources nettement insuffisantes. L'aventure s'avère infructueuse et suscite chez les

chefs une résistance active aux politiques gouvernementales, en plus de créer des divisions profondes à l'intérieur des réserves comme entre les réserves entre elles. Une tutelle agressive et coercitive fut mise en place après 1885, étant donné l'incapacité des Amérindiens de subvenir à leurs propres besoins.

La pratique d'une tutelle agressive suscita chez les Indiens une réaction quasi généralisée de résistance. L'auteur reconnaît que dans ce rapport de force les agents sur les réserves sont les instruments d'un système autoritaire et que, malgré les bonnes intentions de plusieurs d'entre eux, ils se voient dans l'obligation de mettre en application les directives qu'ils reçoivent. Cette tutelle coercitive a remplacé les relations de collaboration que les Amérindiens avaient tenté d'établir avec les Euro-canadiens. La Couronne n'a pas hésité à utiliser la force pour mettre en place sa conception de l'entente endossée dans les Traités. Il ne s'agissait plus alors de relations de nation à nation, mais de relations d'un tuteur à ses subordonnés. Une fois ce contrat unilatéral imposé aux Indiens, la réaction s'est traduite par (1) la réclamation de territoires et de ressources nouveaux de la part des Indiens; (2) des pressions accentuées par les activistes euro-canadiens en vue d'assimiler les Indiens; (3) une action bureaucratique persistante (parfois illégale) pour annuler l'influence des leaders qui s'opposent aux politiques et aux pratiques gouvernementales de la tutelle (prohibition de la danse du soleil ou de cérémonies religieuses, par exemple, ou encore la réduction des rations alimentaires aux récalcitrants); (4) la mauvaise administration d'agents peu scrupuleux qui se sont appropriés des territoires autochtones ou encore qui ont détourné des fonds à d'autres usages que ceux prévus; (5) le choix d'agents qui endossaient sans sens critique toutes les directives administratives du tuteur; (6) des programmes scolaires visant à effacer toute trace de la culture autochtone dans le cadre d'écoles résidentielles; (7) la réserve indienne est l'espace par excellence où s'expriment tous les projets d'ingénierie sociale des planificateurs du gouvernement central, peu importe le niveau de résistance que les agents y rencontrent. Celle-ci se manifeste tout autant par des actions positives que par une non participation dans les programmes gouvernementaux (résistance passive); (8) une politique d'affranchissement du statut indien pour devenir un citoyen de plein droit.

Le chapitre suivant traite de la politique du statut spécial accordé aux Indiens et de leurs rapports avec leurs administrations sans négliger les nom-

breuses implications que cette politique engendre sur les relations que les Euro-canadiens entretiennent en dehors du cadre gouvernemental avec les Amérindiens. Ces relations sont colorées par une méconnaissance de ce que représente le statut indien, par une réaction négative vis-à-vis toute revendication amérindienne qu'elle qu'en soit sa légitimité et par de nombreux préjugés sur la personnalité indienne. Ces réactions de la part des communautés euro-canadiennes avoisinantes furent exacerbées par l'explosion démographique sur les réserves et l'entrée d'Amérindiens sur le marché du travail. Les réactions tendues des réserves avec l'administration centrale de même que les visions trop souvent conflictuelles qu'entretenaient les communautés euro-canadiennes ont sensibilisé les administrateurs de la tutelle à repenser complètement l'administration indienne. Ceux-ci, au lieu de s'inspirer des recommandations de la Commission Hawthorn-Tremblay en vue de renouveler le contrat social amérindien, ont préféré souscrire à la teneur du Livre Blanc de 1969, lequel définissait les termes de l'abolition projetée du ministère des Affaires indiennes dans cinq ans. Ce projet fut perçu comme une trahison, d'autant plus qu'il survenait à la suite d'une vaste consultation après des autochtones en vue de renouveler la loi qui les régissait. Les actions de rejet furent immédiates et obligèrent le Ministère à des accommodements qui entraînaient des transferts de responsabilités administratives aux gouvernements et aux associations indiennes.

Le chapitre suivant est consacré au leadership amérindien dans ses rapports à l'État central. S'il avait été facile de mobiliser la résistance au Livre Blanc et l'ensemble des bandes indiennes à l'échelle du pays, la tâche des chefs de file s'avéra autrement compliquée et difficile quand il s'est agi, dans la suite, de rallier les points de vue et d'établir des consensus par rapport à des intérêts divergents de plusieurs centaines de réserves émaillées sur un territoire très vaste. Les fonctions médiatrices des leaders entre le gouvernement central et les communautés à la base sont viciées d'une certaine manière par le fait qu'elles découlent d'infrastructures multiples (associations nationales, associations provinciales, chefs de tribus, chefs de réserves), agissent dans des créneaux qui ne sont pas toujours clairement définis et obéissent à des pressions qui ne sont pas naturellement convergentes. Si à cela on prend en compte les diverses exigences de la fonction (voyages répétés sur de longues distances, consultations à différents niveaux, réunions de toutes sortes,

confrontations fréquentes dans leurs revendications, etc...), on comprend mieux pourquoi un certain nombre se brûle à la tâche. Il est par ailleurs évident qu'il est onéreux pour les leaders de constamment avoir à revenir à la charge pour réclamer des droits, ou encore pour s'assurer que, dans les politiques d'ensemble du gouvernement comme dans les actions quotidiennes de ceux avec lesquels ils interagissent, ils soient considérés comme des citoyens à part entière. Ces relations entre les chefs de file et le gouvernement sont si complexes et diversifiées que l'auteur a décidé de présenter une étude de cas se rapportant aux problèmes suscités par la présence des Indiens dans une école intégrée en vue d'en illustrer quelques facettes. La communauté en question désire prendre en main l'instruction de ses enfants sur la réserve en autant que les fonds prévus à cette fin lui soient alloués. Le professeur Dyck met en relief, par cette étude de cas, les différents écueils rencontrés par les dirigeants de cette entreprise de ré-appropriation de l'éducation indienne, son dénouement infructueux et la solution qui fut retenue. Je laisse le soin au lecteur d'en découvrir les tenants et les aboutissements car ils comportent plusieurs enseignements sur les exigences du leadership autochtone.

Cet ouvrage représente une contribution majeure à la compréhension du système de tutelle auquel ont été soumis les Indiens du Canada sous trois régimes différents (français, britannique, canadien) s'échelonnant sur une période de plus de deux siècles. La documentation utilisée est abondante et diversifiée et l'auteur réussit parfaitement bien à synthétiser les vues provenant de différentes sources et découlant parfois de perspectives disciplinaires diverses. Le profil d'ensemble est à la fois unitaire dans sa conceptualisation mais pluraliste dans ses applications concrètes—ce qui confère à cette oeuvre extrêmement dense un caractère de très grande richesse. Une autre des contributions particulières de cette analyse découle du soin qu'a mis l'auteur à bien contextualiser les composantes du modèle utilisé. Cette remarque s'applique tout spécialement à la période qui va de la colonisation française à la Seconde guerre mondiale.

J'ai quelques remarques critiques à énoncer, mais elles sont mineures. J'ai été déçu par le traitement rapide accordé aux résultats de la Commission dirigée par Harry Hawthorn, lesquels s'appliquaient à l'ensemble des communautés amérindiennes du Canada. Cette déception, je l'avoue, n'est pas

étrangère à l'action que j'y ai exercée. J'ai ressenti une certaine frustration à l'analyse sommaire de la crise amérindienne du Québec à l'été 1990. Elle m'a semblé accorder une place prépondérante aux vues exprimées dans la presse anglophone de l'époque. Les vues de la presse francophone divergent sur plus d'un point. Même dans nos disciplines, l'action des deux solitudes ne passe pas inaperçue! Mais, au fait, connaissons-nous jamais la vérité? En dépit de ces quelques observations critiques, j'estime que cet ouvrage est pondéré dans ses jugements et mérite d'être classé parmi les classiques sur les conditions sociohistoriques et contemporaines de l'aventure amérindienne au Canada dans sa longue marche vers l'autonomie gouvernementale.

Takie Sugiyama LEBRA (édit.), *Japanese Social Organization*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1992, XI+236 p., index.

Par Bernard Bernier
Université de Montréal

Cette collection d'articles, tous appuyés sur des recherches récentes, échappe en bonne partie à la tendance à la simplification qui caractérise une portion importante des études sur la culture et la société japonaises, tant en anglais qu'en japonais. En effet, les sept contributeurs, six femmes et un homme, présentent globalement un image différente, plus différenciée, plus conflictuelle, moins homogène, de la façon dont la société japonaise est organisée, et ce parce que la plupart d'entre eux ont adopté une conception complexe du lien entre culture et organisation sociale. En effet, au moins quatre des sept auteurs (Diane Bethel, Theodore Bestor, Tomoko Hamada, Jennifer Robertson) n'adhèrent pas à la conception courante de la culture japonaise comme ensemble de normes qui s'imposent de l'extérieur aux personnes et qui constituent la cause finale de la forme que prennent les organisations au Japon. Cette approche différente, plus historique et constructiviste, donne au livre une originalité certaine, surtout si on le compare à la majorité des collections antérieures d'articles sur des sujets semblables (une comparaison que R.J. Smith fait dans la préface de l'ouvrage). Mais deux auteurs (Mary Brinton et Patricia Steinhoff) n'échappent pas complètement au culturalisme strict et la dernière (Takie Lebra) ne parle pas de culture comme tel.

L'originalité de cette collection vient aussi des sujets traités : l'organisation spatiales des maisons de noblesse japonaise dans l'avant-guerre (Lebra), la construction socioculturelle du sexe, du genre et de la sexualité dans une troupe de théâtre de variétés, composée entièrement de femmes (Robertson), la carrière et les représentations des cadres japonais d'une filiale américaine d'une grande entreprise japonaise (Hamada), l'organisation d'une maison de retraités (Bethel), les conflits et la construction de la tradition dans un quartier de Tokyo (Bestor), le processus par lequel les membres d'un groupe d'extrême-gauche, l'Armée rouge, en sont arrivés à se massacrer entre eux au début des années 1970 (Steinhoff). Seul l'article de Brinton portant sur le cycle de vie des femmes traite d'un sujet conventionnel.

Les articles de Robertson et de Hamada sont à mon avis les plus originaux et les plus remarquables. Ces deux auteurs analysent comment les rôles sociaux et les représentations de soi sont construits selon les situations, en utilisant, et en modifiant par la même occasion, des schèmes culturels et organisationnels présents dans la société japonaise (et même, dans le cas de Robertson, imposées par l'idéologie officielle). Robertson utilise son analyse de la construction du genre dans le théâtre Takarazuka pour mettre à jour les éléments construits du rôle féminin dans la société japonaise actuelle et dans l'avant-guerre.

Les analyses de Steinhoff et Brinton sont moins originales en bonne partie parce qu'elles admettent avec moins d'esprit critique les stéréotypes sur la société japonaise : esprit de groupe et décision par consensus (Steinhoff); travail masculin dans les grandes entreprises avec sécurité d'emploi présenté comme norme, et postulat de l'exclusion des femmes du marché du travail au moment du mariage ou, à tout le moins, à la naissance du premier enfant (Brinton), alors que les données statistiques nous disent que seulement 30 % environ des hommes travaillent, y compris une certaine proportion de femmes avec des petits enfants. Steinhoff fait aussi appel à des processus psychosociologiques «universels», comme la création de boucs émissaires ou la dissonance cognitive, qu'elle combine à des schèmes de la culture japonaise pour fournir une «explication» pas toujours convaincante du processus menant au massacre dans l'Armée rouge. Ces deux articles comportent tout de même des points positifs: celui de Brinton montre comment, en comparaison des femmes américaines, la trajectoire des